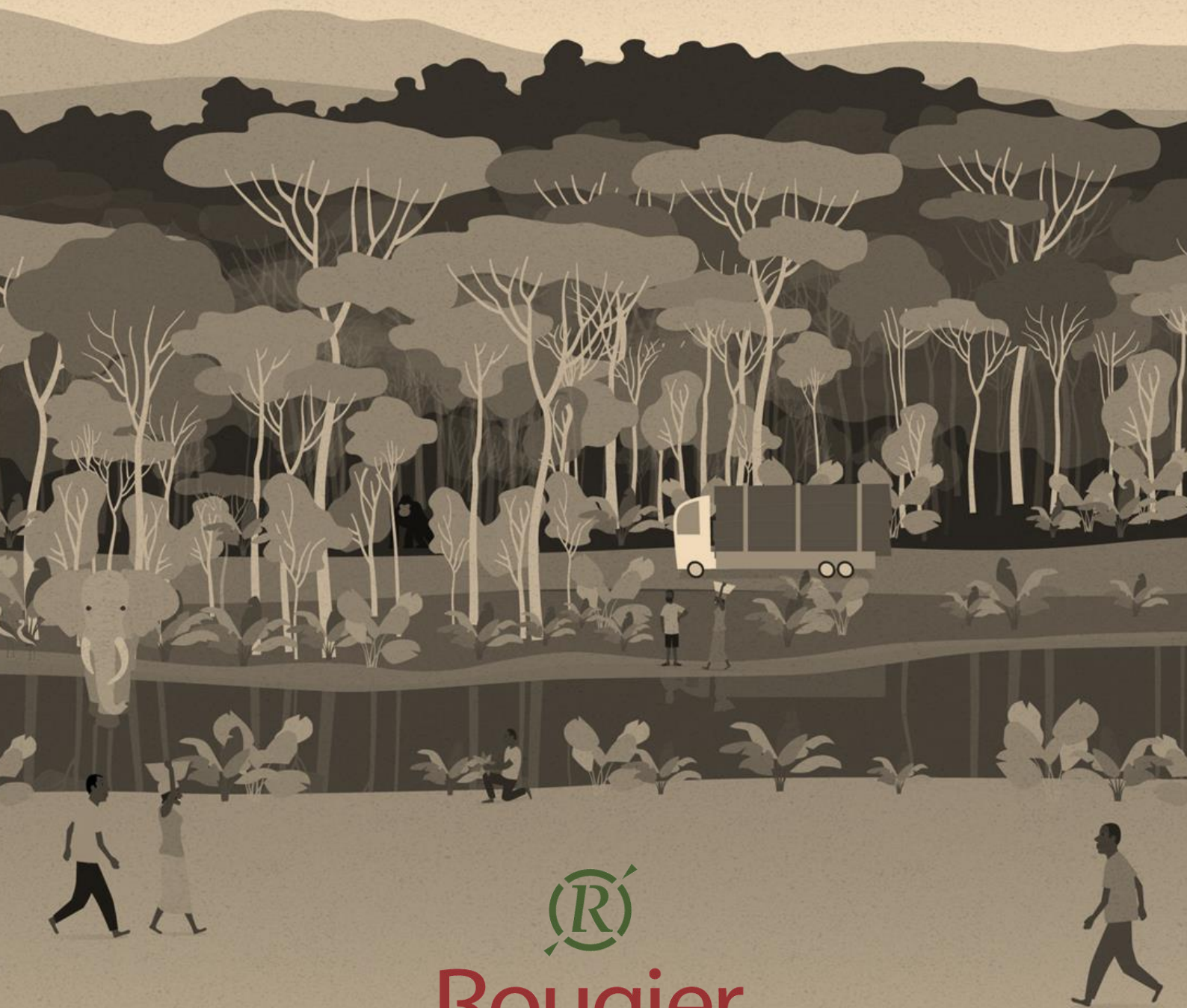


# Rapport financier semestriel 2016

---



**Rougier**

Gérer la forêt, faire vivre le bois

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016**

<b>1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</b>	<b>2</b>
<b>2. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS</b>	<b>12</b>
<b>3. ATTESTATION DES RESPONSABLES</b>	<b>24</b>

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

<b>1. CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>3</b>
1. 1. LES MARCHES AU 1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2016	3
1. 2. ANALYSE DE L'ACTIVITE	3
<b>2. RESULTATS PAR BRANCHE D'ACTIVITE</b>	<b>5</b>
2. 1. ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL	5
2. 2. IMPORTATION ET DISTRIBUTION DE BOIS EN FRANCE	6
2. 3. DEVELOPPEMENT DE FORETS DE PLANTATIONS INDUSTRIELLES	7
<b>3. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE</b>	<b>8</b>
3. 1. COMPTE DE RESULTAT	8
3. 2. SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	9
3. 3. ETAT DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	10
<b>4. INCERTITUDES ET RISQUES</b>	<b>11</b>
<b>5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES ET PERSPECTIVES</b>	<b>11</b>



**PREAMBULE :** Les indicateurs alternatifs de performance (IAP) que le Groupe utilise pour le suivi de sa performance, et plus généralement dans sa communication financière dont fait partie le Rapport d'activité, sont des indicateurs relativement usuels mais non définis par les normes comptables. Suite à une recommandation de l'AMF, la définition et le calcul de ces indicateurs sont dorénavant explicités dans les comptes consolidés de Rougier (cf. Note annexe n°9 aux états financiers consolidés semestriels). Les indicateurs retenus par le Groupe et leurs modalités de calcul sont identiques par rapport aux exercices de référence du 31 décembre 2015 et du 30 juin 2015.

## 1. CHIFFRE D'AFFAIRES

### 1. 1. LES MARCHES AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2016

Dans une conjoncture mondiale volatile, marquée par le ralentissement des économies des principaux pays émergents et la baisse persistante des prix des matières premières, le marché international des bois tropicaux a connu au premier semestre 2016 des situations contrastées selon les zones géographiques.

En Europe, le redressement de la demande, engagé en 2015, s'est poursuivi et s'est matérialisé sur le semestre par l'augmentation des importations de bois tropicaux. Cette évolution s'accompagne du développement des offres labellisées, favorisé depuis 2013 par le Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE) qui, en prohibant la mise sur le marché de bois illégaux, entraîne un renforcement des réglementations nationales.

Dans les Amériques, la demande soutenue s'est appuyée sur une conjoncture économique favorable et sur la croissance des marchés de la construction. Cette situation n'a toutefois pas bénéficié aux sciages tropicaux, en baisse sur le semestre.

En Asie, la demande a été plus volatile en raison notamment du ralentissement de la croissance en Chine. Les volumes importés sont restés élevés sur le semestre ; néanmoins, la demande de bois tropicaux s'est avant tout orientée vers les productions sud-asiatiques (Papouasie Nouvelle Guinée, Thaïlande et Indonésie).

En Inde, les prix des sciages et des contreplaqués ont été sous pression compte tenu de la baisse du marché de la construction pendant le semestre. Néanmoins, dans un marché fondamentalement porteur à long terme, les perspectives de développement pour les bois tropicaux en provenance d'Afrique se sont accrues suite à l'arrêt de l'abattage en République du Myanmar.

Dans les autres pays émergents, la demande a été variable.

En Afrique subsaharienne, la demande des principaux marchés intérieurs a été marquée par l'évolution des prix des commodités avec un net ralentissement en Afrique de l'Ouest (Nigéria) et une situation stabilisée en Afrique du Sud. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les marchés, sensibles au contexte géopolitique, se sont affermis en raison de l'amélioration des réseaux de distribution régionaux, situation bénéficiant en premier lieu aux productions en provenance de Malaisie.

Globalement, la volatilité de la demande, a provoqué une pression à la baisse sur les prix moyens de vente des bois tropicaux, avec en outre des volumes disponibles plus importants en provenance du Brésil. Cette pression a été plus marquée sur les prix du Sapelli, les prix de l'Okoumé restant fermes.

### 1. 2. ANALYSE DE L'ACTIVITE

#### Répartition du chiffre d'affaires par branche d'activité

(Contributif groupe en K€)	1 <sup>er</sup> Semestre 2016	% CA	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	% CA	Variation S1 en %	ANNUEL 2015	% CA
<b>Rougier Afrique International</b>	61 890	78,8%	70 444	81,3%	(12,1%)	136 567	82,9%
<b>Importation et Distribution France</b>	16 361	20,8%	15 845	18,3%	+3,3%	27 506	16,7%
Divers	288	0,4%	319	0,4%		652	0,4%
<b>CA GROUPE</b>	<b>78 539</b>		<b>86 608</b>		<b>(9,3%)</b>	<b>164 725</b>	

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2016 s'est établi à 78,5 M€, en retrait de 9,3% par rapport à un premier semestre 2015 qui avait été particulièrement élevé.

La branche **Rougier Afrique International** a enregistré un chiffre d'affaires semestriel de 63,7 M€, en retrait de 12,5% par rapport à 2015, correspondant à un contributif groupe de 61,9 M€. Dans une conjoncture fortement volatile, l'activité semestrielle a été contrastée. Au Cameroun et au Congo, les ventes ont été ponctuellement limitées en raison de la

faiblesse de la demande sur les marchés asiatiques, qui a renforcé la concurrence sur l'ensemble des marchés. Au Gabon, le chiffre d'affaires est en progression par rapport à l'année précédente.

La branche **Importation et Distribution en France** a enregistré un chiffre d'affaires semestriel de 16,7 M€, en progression de 3,9% par rapport à 2015, correspondant à un contributif groupe de 16,4 M€. La progression des ventes a été favorisée par l'approfondissement des offres et la diversification de la clientèle.

## Répartition du chiffre d'affaires par produit

(en K€)	1 <sup>er</sup> Semestre 2016	% CA	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	% CA	Variation S1 en %	ANNUEL 2015	% CA
<b>Grumes</b>	18 491	23,5%	21 068	24,3%	(12,2%)	44 456	27,0%
<b>Sciages et dérivés</b>	43 328	55,2%	50 898	58,8%	(14,9%)	91 281	55,4%
<b>Panneaux et dérivés</b>	16 047	20,4%	13 188	15,2%	+21,7%	26 750	16,2%
Divers	673	0,9%	1 455	1,7%		2 238	1,4%
<b>CA GROUPE</b>	<b>78 539</b>		<b>86 608</b>		<b>(9,3%)</b>	<b>164 725</b>	

L'évolution du mix-produit au premier semestre 2016 a été marquée, par le ralentissement de la demande dans certains pays émergents qui a davantage impacté les **sciages et dérivés**, première ligne de produit commercialisée avec 55% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe en 2016. Leurs ventes, en retrait de 14,9% par rapport à l'année précédente, sont marquées par l'érosion des prix sur certaines essences et la réduction des activités de négoce à partir d'un sourcing hors groupe.

Les ventes de **grumes** (24% du chiffre d'affaires consolidé semestriel 2016) sont en retrait de 12,2% par rapport à l'an dernier. Une partie du retard pris au premier trimestre a été rattrapé grâce i/ au redressement

des exportations depuis le Cameroun au deuxième trimestre et ii/ à la vigueur de la demande locale au Gabon, marquée par la reprise de la commercialisation de certaines essences à forte valeur ajoutée, comme le Kevazingo, qui avait été suspendue par Décret au cours du second semestre 2015.

Les ventes de **panneaux et dérivés** (20% du chiffre d'affaires consolidé semestriel 2016) sont en croissance de 21,7% par rapport à l'année précédente. Elles ont été soutenues par la reprise de la demande de contreplaqués et de placages en Europe.

## Répartition du chiffre d'affaires par destination géographique

(en K€)	1 <sup>er</sup> Semestre 2016	% CA	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	% CA	Variation S1 en %	ANNUEL 2015	% CA
<b>Europe</b>	40 540	51,6%	37 973	43,8%	+6,8%	73 532	44,6%
<b>Asie</b>	21 193	27,0%	28 261	32,6%	(25,0%)	54 635	33,2%
<b>Afrique Subsaharienne</b>	8 267	10,5%	7 520	8,7%	+9,9%	14 442	8,8%
<b>Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>	4 938	6,3%	7 087	8,2%	(30,3%)	12 732	7,7%
<b>Amériques et zone Pacifique</b>	3 601	4,6%	5 767	6,7%	(37,6%)	9 384	5,7%
<b>CA GROUPE</b>	<b>78 539</b>		<b>86 608</b>		<b>(9,3%)</b>	<b>164 725</b>	

La politique de diversification géographique conduite depuis plusieurs années, ainsi que la recherche des meilleurs critères de certification de bonne gestion forestière, permettent à Rougier d'optimiser ses ventes selon les différentiels de croissance des marchés.

Au premier semestre 2016, les ventes ont été affectées par la faiblesse de la demande de plusieurs marchés en Asie, notamment en Chine, et en

Amérique, ainsi que par une volatilité importante de la demande au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ces évolutions ont été partiellement compensées par la dynamique des ventes en Europe et dans certains pays d'Afrique subsaharienne.



## 2. RESULTATS PAR BRANCHE D'ACTIVITE

### 2. 1. ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONALE : EXPLOITATION DE FORETS NATURELLES, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DU BOIS ET COMMERCE INTERNATIONAL

(Consolidé niveau branche en K€)	1 <sup>er</sup> Semestre 2016	% CA	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	% CA	ANNUUEL 2015	% CA
<b>Chiffre d'affaires *</b>	<b>63 705</b>		<b>72 788</b>		<b>141 033</b>	
EBITDA (1)	4 039	6,3%	7 119	9,8%	12 118	8,6%
Résultat opérationnel courant	(168)	(0,3%)	3 098	4,3%	3 574	2,5%
Résultat opérationnel **	(393)	(0,6%)	3 137	4,3%	1 723	1,2%
<b>Résultat net</b>	<b>(2 876)</b>	<b>(4,5%)</b>	<b>482</b>	<b>0,7%</b>	<b>(2 255)</b>	<b>(1,6%)</b>
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	1 436	2,3%	4 318	5,9%	7 166	5,1%
* dont réalisé avec les autres branches du Groupe	1 814		2 345		4 466	
** dont (dotation) / reprise de dépréciation des actifs suite à impairment test	0		0		(1 500)	

(1) L'Excédent Brut d'Exploitation ou EBITDA correspond au résultat opérationnel courant hors amortissements et provisions

La branche Rougier Afrique International a enregistré un chiffre d'affaires semestriel de 63,7 millions d'euros, en diminution de 12,5% par rapport au premier semestre 2015. Dans les trois pays d'implantation du Groupe, le taux de transformation interne directe a atteint 69% de la production totale de grumes sur le premier semestre 2016, tenant compte de l'ajustement de la capacité de production de l'usine de contreplaqués d'Owendo au Gabon.

Dans un contexte de marché contrasté, marqué par le ralentissement de la demande dans les principaux pays émergents, les résultats du semestre ont été affectés par le retrait de l'activité en particulier au Cameroun, l'évolution du mix-produit-essence et la pression baissière sur les prix moyens de vente à l'international.

La marge brute a ainsi diminué de 3,9 millions d'euros (-7,6%) à 47,6 millions d'euros. Le taux de marge brute s'est établi à 74,7% du chiffre d'affaires pour le premier semestre 2016, contre 70,8% pour le premier semestre 2015 avec une contribution du négoce à partir d'un sourcing africain hors groupe en diminution (6,1% du chiffre d'affaires de la branche, contre 9,7% pour le premier semestre 2015). La volatilité de certains marchés internationaux et la baisse d'activité au Cameroun et au Congo ont été partiellement compensées par l'amélioration des résultats dans les productions de placages et de contreplaqués d'une part, et dans l'exploitation forestière d'autre part.

L'EBITDA (résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et aux provisions), s'est établi à 4,0 millions d'euros et 6,3% du chiffre d'affaires, contre 7,1 millions d'euros et 9,8% du chiffre d'affaires pour le premier semestre 2015. La dégradation de l'EBITDA a été plus marquée dans les scieries ; celles-ci enregistrant des baisses de rendement industriel et de productivité en raison d'une matière première de moindre qualité.

Après prise en compte des amortissements et provisions pour (4,2) millions d'euros, le résultat opérationnel courant du premier semestre est ressorti en perte à (0,2) million d'euros contre un profit de 3,1 millions d'euros au premier semestre 2015.

Le coût de l'endettement financier net à 1,6 million d'euros est resté stable, en dépit d'une base d'endettement net élevée qui est fonction du niveau du cash-flow d'exploitation (incluant l'impact négatif du délai de remboursement des crédits de TVA). Le résultat net de la branche, qui intègre une charge d'impôt de (0,8) million d'euros, s'est établi en perte à (2,9) millions d'euros contre un profit 0,5 million d'euros au premier semestre 2015.

#### Rougier Gabon

Au Gabon, les objectifs de redressement ont été atteints dans l'exploitation forestière et la production de contreplaqués et de placages. Toutefois, les contre-performances des scieries et des coûts élevés ont continué de grever les résultats.

Les opérations conduites en forêt et les techniques mises en œuvre, combinées au renouvellement progressif du parc d'engins, ont permis une production forestière régulière sur la période. Cette régularité dans l'approvisionnement en grumes des usines a contribué à améliorer la planification et à disposer de volumes supplémentaires pour les ventes de grumes sur le marché local.

La productivité des scieries est restée en retrait et les coûts se sont maintenus à un niveau élevé en liaison avec la poursuite des travaux de remise en état de l'outil de production. L'EBITDA s'est amélioré légèrement pour représenter 4,7% du chiffre d'affaires (4,2% au premier semestre 2015). Le résultat opérationnel courant ressort cependant en perte de (1,2) million d'euros compte tenu du niveau des amortissements et provisions à 2,4 millions d'euros.

#### S.F.I.D. (Cameroun)

Au Cameroun, le semestre a été marqué par une réduction du chiffre d'affaires, conduisant à une baisse de de l'activité industrielle, et un mix-produit-essence moins favorable.

Les performances industrielles se sont dégradées ; la qualité des grumes livrées à l'usine de Mbang affectant les rendements et la productivité du site. Les coûts sont restés néanmoins sous contrôle, les prix moyens de vente ont légèrement augmenté et la marge brute a progressé en valeur relative.

L'EBITDA s'est établi à 6,6% du chiffre d'affaires contre 10,1% pour le premier semestre 2015, traduisant la diminution de la productivité et l'appauvrissement du mix-essence dans la ligne sciages. Le résultat opérationnel courant, est ressorti à l'équilibre contre un profit de 1,0 million d'euros au premier semestre 2015.

## Mokabi (Congo)

Au Congo, Mokabi a dû faire face à une production de grumes de qualité inférieure et les performances de la scierie en ont été affectées. En outre, la demande en sciages Sapelli, notamment sur les marchés américains et asiatiques, a été moins soutenue que durant le premier semestre 2015. La concurrence accrue sur les marchés internationaux a entraîné une baisse des prix de vente qui avaient atteint un plus haut en 2015.

Dans l'attente de la réhabilitation de la route passant par la République Centrafricaine (pays de transit), qui devrait intervenir au troisième trimestre 2016, les évacuations de la période ont continué à se faire par une route située plus au Sud. Sur le plan industriel, la volatilité du carnet de commandes a pesé sur les rendements et la productivité.

Les difficultés de Mokabi durant le semestre se reflètent dans l'EBITDA qui a atteint 12,1% du chiffre d'affaires contre 18,5% pour le premier semestre 2015. Le résultat opérationnel de 0,7 million d'euros (contre 2,1 millions d'euros pour le 1<sup>er</sup> semestre 2015) traduit la solidité des performances dans un contexte moins favorable.

## Rougier Sangha Mbaéré (République Centrafricaine)

Suite à un appel d'offres international, Rougier Sangha Mbaéré, société constituée en mai 2015, s'est vue attribuer par décret une concession forestière d'une durée de 25 ans. Cette concession porte sur l'exploitation et l'aménagement d'un massif forestier d'une superficie de près de 270.000 hectares qui est composé essentiellement d'essences à forte valeur ajoutée, tel le Sapelli.

Mitoyen de la concession de Mokabi (Congo) et située dans l'axe du massif forestier de l'Est Cameroun (Mbang) exploité par S.F.I.D., Rougier Sangha Mbaéré s'insère dans un programme d'intégration régionale avec de nombreuses synergies à la clé. Ces synergies seront mises en œuvre progressivement à partir du quatrième trimestre 2016 avec la mise en service d'une route, puis avec la réalisation du plan de développement. Le démarrage effectif des activités d'exploitation forestière devrait intervenir dans le courant du premier trimestre 2017.

## Les activités de négoce international de provenance hors groupe

Elles prennent appui sur la politique active de diversification géographique des marchés, tant dans les pays matures que dans les pays émergents. Le positionnement de Rougier Afrique International, la taille de sa force de vente et la notoriété de la marque ont favorisé depuis 2013 le développement d'une activité de négoce international de bois tropicaux africains de provenance hors groupe. Cette activité représente sur le premier semestre 2016 un chiffre d'affaires de 3,9 millions d'euros, contre 7,1 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Les conditions de marché moins favorables ont réduit les possibilités de Rougier dans ce domaine.

## 2. 2. IMPORTATION ET DISTRIBUTION DE BOIS EN FRANCE

(Consolidé niveau branche en K€)	1 <sup>er</sup> Semestre 2016	% CA	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	% CA	ANNUEL 2015	% CA
<b>Chiffre d'affaires *</b>	<b>16 734</b>		<b>16 106</b>		<b>27 849</b>	
EBITDA (1)	164	1,0%	(296)	(1,8%)	(441)	(1,6%)
Résultat opérationnel courant	76	0,5%	(343)	(2,1%)	(807)	(2,9%)
Résultat opérationnel	79	0,5%	(343)	(2,1%)	(807)	(2,9%)
<b>Résultat net</b>	<b>42</b>	<b>0,3%</b>	<b>(397)</b>	<b>(2,5%)</b>	<b>(924)</b>	<b>(3,3%)</b>
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	106	0,6%	(344)	(2,1%)	(731)	(2,6%)
* dont réalisé avec les autres branches du Groupe	373		261		344	

(1) L'Excédent Brut d'Exploitation ou EBITDA correspond au résultat opérationnel courant hors amortissements et provisions

La branche importation et distribution de bois en France a réalisé un chiffre d'affaires semestriel de 16,7 millions d'euros, en augmentation de 3,9% par rapport au premier semestre 2015. Dans un marché français hautement concurrentiel, Rougier Sylvaco Panneaux a renforcé sa présence auprès de la clientèle industrielle, tout en poursuivant l'approfondissement de sa gamme de produits afin d'être présent sur les segments de marché les plus dynamiques. De son côté, la société Eco Terrasse Pro, qui a démarré son activité en 2015 à travers un site web marchand, s'est principalement concentrée sur le développement de son référencement.

L'activité a bénéficié de l'embellie du marché de la construction en France, dans un contexte de réduction des importations nationales de bois

tropicaux. Cette situation a favorisé la tenue des marges commerciales qui ont par ailleurs bénéficié de la bonne orientation du marché du contreplaqué, les produits sciés restant en retrait. Le redressement de la branche s'est traduit par l'amélioration de son résultat opérationnel courant, à l'équilibre sur le semestre, contre une perte de (0,3) million d'euros au premier semestre 2015.

Le coût de l'endettement net a profité du niveau historiquement bas des taux d'intérêt, restant maîtrisé.

Au global, la branche a enregistré un résultat à l'équilibre, contre une perte de (0,4) million d'euros pour le premier semestre 2015.



## 2. 3. DEVELOPPEMENT DE FORETS DE PLANTATIONS INDUSTRIELLES

### Historique de la branche :

Depuis 2012, en joint-venture avec son partenaire FRM (Forest Ressources Management), le Groupe s'est attaché à développer son approche des plantations forestières industrielles en Afrique. La branche d'activité est composée à ce jour de trois sociétés : d'une part Lignafrica et Lignafrica Services basées en France, et d'autre part PFM (Plantations Forestières de la Mvoum) implantée au Gabon. Elles sont toutes consolidées dans les comptes du groupe Rougier par mise en équivalence.

La société PFM, constituée en décembre 2011, a repris l'accord signé initialement entre Lignafrica et le Ministère des Eaux et Forêts en juillet 2011 portant sur un périmètre de 40.000 hectares dont environ 17.000 hectares de plantations existantes d'Okoumé âgées de 30 à 55 ans devant permettre de produire en année pleine 70.000 m<sup>3</sup> de grumes d'Okoumé exploitables en bois d'œuvre. En fin d'année 2012, PFM a conclu un bail emphytéotique de 50 ans, renouvelable une fois pour 49 ans, dont la signature définitive a eu lieu en janvier 2013.

Durant le premier semestre 2013, PFM a réalisé une augmentation de capital réservée à la CDC du Gabon lui donnant accès à 15% du capital, ce qui a permis de financer une partie du programme d'investissements nécessaire au démarrage de l'exploitation.

En 2015, PFM a poursuivi la mise en valeur de la plantation existante et a lancé ses premières plantations en aménageant une pépinière, qui accueillait en fin d'année de l'ordre de 100.000 plants de teck, et en réalisant ses premières plantations après exploitation des bois d'œuvre et les essais nécessaires à l'adaptation des clones acquis. Au 31 décembre 2015, environ 75 hectares de teck clonal avaient été plantés.

Depuis 2014, les efforts ont été concentrés sur la réalisation des premières plantations de teck et la mise en valeur de la plantation d'okoumé existante avec un chiffre d'affaires qui a quasiment doublé en 2015. La situation des marchés du sciage okoumé en particulier en Afrique du Sud ont freiné la croissance du chiffre d'affaires et ont contraint la société à procéder à une exploitation sélective des pieds à abattre dans les parcelles prévues. Les prix de revient des productions en ont souffert et le nombre d'hectares disponible à la plantation est inférieur à celui initialement programmé.

En 2016, PFM a récemment conclu un accord de partenariat avec GSEZ (Gabon Special Economic Zone), qui achètera à partir de 2017 la quasi-intégralité de la production d'Okoumé issue de ses plantations.

### Contribution de la branche aux résultats du Groupe :

(en K€)

Sociétés de la branche		Résultat à	% d'intérêt	Quote-part	Résultat à	% d'intérêt	Quote-part	Résultat à	% d'intérêt	Quote-part
		100%	Groupe	Groupe	100%	Groupe	Groupe	100%	Groupe	Groupe
		S1 2016	S1 2016	S1 2016	S1 2015	S1 2015	S1 2015	2015	2015	2015
<b>Lignafrica Services</b>	France	(9)	50%	<b>(5)</b>	(20)	50%	<b>(10)</b>	(116)	50%	<b>(58)</b>
<b>Lignafrica</b>	France	(12)	50%	<b>(6)</b>	(13)	50%	<b>(6)</b>	(25)	50%	<b>(12)</b>
<b>PFM *</b>	Gabon	(463)	42,5%	<b>(196)</b>	(70)	42,5%	<b>(30)</b>	(564)	42,5%	<b>(240)</b>
<b>Quote-part de résultat des mises en équivalence **</b>				<b>(207)</b>						<b>(310)</b>

\* La société PFM (Plantations Forestières de la Mvoum) est détenue à hauteur de 85% par Lignafrica

\*\* Avant reclassement de présentation dans les comptes consolidés du Groupe consistant à ramener à zéro la part négative du poste 'Titres mis en équivalence' en enregistrant en contrepartie en financier une provision sur les avances de trésorerie consenties par Rougier S.A. aux sociétés concernées.

### Résumé de l'activité de PFM (Plantations Forestières de la Mvoum) :

(en K€)

	1 <sup>er</sup> Semestre 2016	Quote-part Groupe	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	Quote-part Groupe	ANNUEL 2015	Quote-part Groupe
Chiffre d'affaires (en K€)	515		591		1 331	
Résultat net (en K€)	(463)	<b>(196)</b>	(70)	<b>(30)</b>	(564)	<b>(240)</b>
Volume de bois d'œuvre commercialisé (en m <sup>3</sup> )	8 600		11 355		17 130	
Nombre d'hectares plantés	24,55		26,50		60,86	
Investissements nets réalisés sur la période (en K€)	341		472		886	
Immobilisations brutes à la clôture * (en K€)	5 081		4 290		4 740	
Nouvelles plantations créées sur la période (en K€)	325		67		709	

\* Hors frais d'établissement non immobilisés en consolidation

## 3. COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

### 3. 1. COMPTE DE RESULTAT

(Consolidé niveau branche en K€)	1 <sup>er</sup> Semestre 2016	% CA	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	% CA	ANNUEL 2015	% CA
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>78 539</b>		<b>86 608</b>		<b>164 725</b>	
EBITDA (1)	4 085	5,2%	7 085	8,2%	12 145	7,4%
Résultat opérationnel courant	(378)	(0,5%)	2 874	3,3%	2 871	1,7%
Résultat opérationnel *	(600)	(0,8%)	2 913	3,4%	1 020	0,6%
<b>Résultat net</b>	<b>(3 384)</b>	<b>(4,3%)</b>	<b>178</b>	<b>0,2%</b>	<b>(3 333)</b>	<b>(2,0%)</b>
<b>dont Part du Groupe</b>	<b>(2 348)</b>	<b>(3,0%)</b>	<b>14</b>		<b>(2 492)</b>	<b>(1,5%)</b>
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	1 301	1,7%	4 262	4,9%	6 807	4,1%
* dont (dotation) / reprise de dépréciation des actifs suite à impairment test	0		0		(1 500)	

(1) L'Excédent Brut d'Exploitation ou EBITDA correspond au résultat opérationnel courant hors amortissements et provisions

Le Groupe a enregistré sur le premier semestre 2016 une diminution de son chiffre d'affaires avec une pression sur les prix moyens de vente à l'international. Les résultats inférieurs aux résultats du premier semestre 2015 ont été marqués par trois facteurs : i) les incidences du niveau qualitatif de la production forestière au Cameroun et au Congo sur les rendements industriels, ii) une productivité en retrait dans les scieries dans les trois pays d'implantation et iii) un contexte de marché plus concurrentiel.

Dans ce contexte, Rougier a enregistré une baisse de sa marge brute en valeur absolue de 3,6 millions d'euros. Cette évolution traduit i) la diminution du niveau d'activité, ii) l'évolution moins favorable du mix-essence. Elle est pondérée par l'amélioration des marges commerciales sur la ligne « contreplaqué » dans les deux branches d'activité. La marge brute représente 64,3% du chiffre d'affaires, contre 62,5% au premier semestre 2015.

Les charges externes, à (26,8) millions d'euros et 34,1% du chiffre d'affaires, ont diminué de (0,4) million d'euros par rapport au premier semestre 2015. Cette baisse de 1,3% est inférieure à celle du chiffre d'affaires compte tenu du niveau des évacuations de Mokabi et du maintien des coûts logistiques à un niveau élevé. Les coûts de transport, qui intègrent la logistique interne dans les pays et le fret maritime, sont restés stables en valeur absolue à 16,3 millions d'euros, mais en augmentation en valeur relative à 20,7% du chiffre d'affaires (18,7% en 2015).

En conséquence, la création de valeur ajoutée s'est détériorée pour s'établir à 23,7 millions d'euros et 30,2% du chiffre d'affaires contre 31,2% pour le premier semestre 2015.

La masse salariale à (15,2) millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2015 (-0,2 million d'euros), a représenté 19,4% du chiffre d'affaires contre 17,7% l'année précédente. Les effectifs atteignaient 2.946 personnes au 30 juin 2016, soit une diminution de près de 3% par rapport au 31 décembre 2015 portant principalement sur des postes opérationnels en Afrique. La masse salariale intégrait des coûts de départs enregistrés dans diverses filiales du Groupe pour un montant estimé de 0,4 million d'euros contre 1,1 million d'euros durant le premier semestre 2015.

Les impôts et taxes, qui sont constitués, d'une part des charges liées à la détention et à l'exploitation des forêts en Afrique, et d'autre part des droits de sortie des productions, ont diminué de (0,3) million d'euros, sans modification dans les fiscalités directes des pays producteurs ; cette évolution est à mettre en relation avec l'évolution du niveau de chiffre d'affaires et du nombre de dossiers traités.

Dans le prolongement du second semestre 2015, l'EBITDA, à 4,1 millions d'euros diminue de 3,0 millions d'euros (-42%), pour représenter 5,2% du chiffre d'affaires contre 8,2% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2015 et 6,4 % pour le second semestre 2015.

Après prise en compte des amortissements et provisions pour (4,5) millions d'euros, le résultat opérationnel courant est légèrement négatif à (0,4) million d'euros et (0,5%) du chiffre d'affaires, contre 2,9 millions d'euros et 3,3% pour le premier semestre 2015. Le résultat opérationnel s'inscrit dans cette tendance avec une perte à (0,6) million d'euros, contre un profit de 2,9 millions d'euros pour la période comparable de 2015. Le taux de marge opérationnelle ressort sur le semestre à (0,8%) du chiffre d'affaires, comparé à 3,4% pour le premier semestre 2015.

Le coût de l'endettement financier net du Groupe s'établit à (1,7) million d'euros, soit une augmentation de 0,1 million d'euros par rapport au premier semestre 2015. Il représente 2,1% du chiffre d'affaires consolidé, contre 1,8% l'année précédente. Le coût moyen de la dette brute, à un niveau de 5,6%, contre 5,2% pour le premier semestre 2015, est resté assez élevé et a augmenté sous l'effet des révisions des conditions en Europe et de la répartition de l'endettement entre l'Euro (41% en 2016 contre 42% en 2015) et le Franc CFA.

La perte enregistrée en autres produits et charges financières (0,3) million d'euros correspond principalement à la quote-part de perte enregistrée dans l'activité de plantations industrielles mise en équivalence, reclassée à ce niveau en application des normes comptables IFRS.

Le Groupe a enregistré une charge d'impôt de (0,8) million d'euros, contre une charge d'impôt de (1,0) million d'euros au premier semestre 2015. Cette charge est constituée principalement de l'impôt exigible au Cameroun, au Congo et sur Rougier Afrique International, qui reflète l'impact de l'imposition minimum supportée par les filiales africaines et de l'IS dû par Rougier Afrique International. En outre, en application des principes de reconnaissance des impôts différés du groupe, il n'a pas été reconnu d'économie future d'impôt sur les pertes dégagées. L'impôt exigible pour 0,8 million d'euros.

Le résultat net consolidé du premier semestre 2016 s'inscrit en perte à (3,4) million d'euros contre un résultat légèrement positif à 0,2 million d'euros au premier semestre 2015.

En part du Groupe, le résultat net s'établit à (2,3) millions d'euros.

## 3. 2. SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Les fonds propres de l'ensemble consolidé se sont élevés à 54,4 millions d'euros, contre 57,7 millions d'euros au 31 décembre 2015. Ils représentent 35,0% du total du bilan contre 37,2% au 31 décembre 2015. La variation correspondant au résultat global de l'exercice à (3,3) millions d'euros.

L'endettement financier net, qui avait diminué au cours de l'exercice 2015, augmente en clôture de 2,7 millions d'euros pour s'établir à 59,9 millions d'euros, représentant 110% des fonds propres totaux au 30 juin 2016, contre 99% au 31 décembre 2015. A cet égard, le respect des covenants financiers associés à certains emprunts n'est pas requis contractuellement sur la base des comptes intermédiaires. La répartition de l'endettement brut (60% à court terme contre 56% au 31 décembre 2015), reflète la nature des besoins du groupe avec un BFR toujours élevé bien qu'en diminution. Les échéances à moins d'un an s'établissent à 6,8 millions d'euros dont 50% sur le second semestre 2016. 72% de la dette à terme est échue à plus d'1 an, soit postérieurement à juin 2016, contre 74 % au 31 décembre 2015. La répartition de la dette financière par type de taux reflète sa répartition par devise avec une stabilité en valeur absolue de la part de l'endettement contracté en Francs CFA (59% de la dette au 30 juin 2016, 57% au 31 décembre 2015) ; la part à taux fixe de la dette financière brute à 73% est stable par rapport au 31 décembre 2015, soit une part à taux variable représentant 27% de l'endettement brut.

### Flux financiers résumés

Flux de trésorerie en K€	S1 2016	S1 2015	2015
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 301	4 262	6 807
Variation du BFR lié à l'activité	2 438	1 553	7 918
Flux générés par l'activité	5 425	6 775	16 642
Flux liés aux opérations d'investissement *	(6 521)	(5 835)	(12 073)
Flux liés aux opérations de financement	(4 236)	4 067	8 248
<b>VARIATION DE TRESORERIE NETTE</b>	<b>(5 333)</b>	<b>5 015</b>	<b>12 823</b>
* dont Investissements opérationnels décaissés	(6 251)	(5 305)	(11 275)

La capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts s'est établi à 1,3 million d'euros en diminution de près de 3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015. Représentant 1,7% du chiffre d'affaires, elle est la traduction directe des résultats du semestre.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité était positif de 5,4 millions d'euros contre un flux positif de 6,8 millions d'euros pour le premier semestre 2015. Pour Rougier Sylvaco Panneaux, le BFR a augmenté en clôture de semestre de 0,6 million d'euros (soit +4,7 %) en liaison avec le niveau du chiffre d'affaires des deux derniers mois. Pour Rougier Afrique International, le BFR a diminué de 4,4 millions d'euros avec une diminution des stocks et un allongement des délais de paiement fournisseurs y inclus intra-groupe. La créance sur les Etats a augmenté de 0,9 million d'un semestre sur l'autre, avec un allourdissement des procédures de remboursement. En outre, au cours du semestre, 1/3 de la créance totale sur les crédits liés aux APE au Gabon pour 2,1 millions d'euros a été encaissé. Au global, la créance sur les trois Etats des pays d'implantation du Groupe en Afrique s'élève à 13,7 millions d'euros, hors avance RCA de 0,9 million d'euros. Le besoin global en fonds de roulement, qui se situe à un niveau toujours élevé en fin de semestre, ressortait à 120 jours de chiffre d'affaires rapportés à l'activité de l'ensemble de la période, soit un niveau stable par rapport au niveau atteint en fin d'exercice 2015. Il est ramené à 110 jours rapporté à l'activité du deuxième trimestre 2016, contre 114 jours à fin 2015 rapporté à l'activité du quatrième trimestre.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement correspondait à un décaissement de 6,5 millions d'euros, dont 6,2 millions au titre des investissements opérationnels directs et 0,3 million au titre du financement du développement des plantations. Les investissements réalisés hors financiers, principalement du renouvellement du matériel forestier, s'élevaient à 6,0 millions d'euros pour le premier semestre 2015 (hors impact des décalages de décaissement), contre 5,6 millions d'euros en 2014. Ils concernaient notamment :

- l'accélération du renouvellement du matériel forestier (matériel d'exploitation, de roulage et de manutention des grumes) et les travaux d'infrastructures forestières ;
- la poursuite des ajustements de productivité principalement dans la scierie de Mevang (Gabon), visant à en améliorer l'efficacité ;
- la poursuite des projets informatiques pour amélioration de la gestion des flux physiques en Afrique.

Le cash-flow libre opérationnel qui mesure l'excédent ou l'utilisation de trésorerie généré par l'activité sous déduction des flux nets liés aux investissements de la période est devenu négatif de 0,8 million d'euros hors investissements financiers, alors qu'il était positif de 1,6 million d'euros pour le premier semestre 2015.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement était négatif de 4,2 millions d'euros au premier semestre 2016. Le Groupe a notamment mis en place de nouveaux emprunts en Afrique pour 1,4 millions d'euros et a remboursé conformément aux échéanciers 4,0 millions d'euros. Le flux relatif au coût de la dette était relativement stable à 1,7 million d'euros.

La variation négative de la trésorerie nette sur le semestre s'est établi à 5,3 millions d'euros, contre une variation positive de 5,0 millions d'euros pour le premier semestre 2015.

La trésorerie nette (y compris les équivalents de trésorerie incluant des placements à terme) était négative de 34,3 millions d'euros au 30 juin 2016.

### Trésorerie nette

Le besoin global en fonds de roulement fondé sur l'analyse mécanique du bilan s'établissait à 51,8 millions d'euros au 30 juin 2016, en diminution de 2,2 million d'euros par rapport à la clôture 2015, avec une diminution du BFR d'exploitation de 3,3 millions d'euros dont l'impact a été limité par l'augmentation du BFR hors exploitation de 1.1 million d'euros. La diminution du BFR d'exploitation a reposé sur i) une baisse des stocks pour 1,6 million d'euros principalement chez Rougier Sylvaco Panneaux, ii) une augmentation des dettes fournisseurs d'exploitation pour 2,8 millions d'euros principalement en Afrique, iii) variations qui compensent la hausse du poste clients liée à la concentration du chiffre d'affaires sur le dernier trimestre de la période générant mécaniquement une augmentation des créances clients nettes des avances reçues de 1,0 million d'euros. Le délai d'encaissement moyen rapporté au chiffre d'affaires du dernier trimestre de la période s'est établi à 41 jours, soit une légère augmentation (1 jour) par rapport à la clôture 2015. L'augmentation du BFR hors exploitation reflète les tensions apparues au cours du second trimestre dans le remboursement des créances de TVA dans les trois pays d'implantation ; un remboursement étant intervenu en début d'année sur la créance née du crédit lié à la non ratification des accords APE par le Gabon. Les retards de remboursement sur les crédits de TVA concernent désormais les trois pays, les créances les plus anciennes remontant à 2014, retards également liés à l'alourdissement des procédures d'instruction des dossiers fiscaux.

## Besoin en fonds de roulement / Fonds de roulement / Trésorerie nette

(en millions d'euros)



### Information concernant les restrictions à l'utilisation des capitaux pouvant influencer de manière directe ou indirecte les opérations du groupe. Liquidité et source de financement.

Le Groupe a engagé des discussions avec ses banques avec pour objectif d'allonger en France la maturité de la dette et de sécuriser de nouveaux moyens pour financer son activité et son développement, en privilégiant la mise en place d'emprunts à moyen terme et en réorganisant ses concours à court terme (s'élevant à 37 millions d'euros au 30 juin 2016).

Les dossiers sont en cours d'examen avec les différents partenaires bancaires en France.

S'agissant du développement des activités en République Centrafricaine, le Groupe négocie avec PROPARCO la mise en place d'un emprunt à moyen terme spécifique d'une durée de 10 ans. Une LOI (Letter of intent) a été signée le 12 janvier 2016 portant sur un montant global de 15 millions d'euros et intégrant les projets de développement complémentaires du groupe en Afrique.

Les emprunts à moyen terme mis en place en France au cours du quatrième trimestre 2015 pour 8 millions d'euros comportent deux covenants portant sur le gearing et le DSCR (Debt Service Coverage Ratio). Le ratio d'endettement a progressé de 10 points depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le respect de ces covenants est apprécié contractuellement lors des comptes annuels.

### 3. 3. ETAT DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Aucune modification n'a été apportée au périmètre des filiales et participations du Groupe au cours du semestre.

## 4. INCERTITUDES ET RISQUES

L'appréciation des risques faisant référence à l'information précédemment publiée dans le rapport financier annuel 2015 est inchangée. Elle doit être appréciée au regard de l'évolution du contexte macro-économique mondial et, de l'évolution des marchés de la construction à travers le monde.

A cet égard, le Groupe est exposé au ralentissement des marchés de la construction en Chine, exposition qui devrait continuer à peser sur les prix moyens de certaines essences au cours du second semestre et renforcer la concurrence entre les différents acteurs.

Le risque de contrepartie lié aux comptes clients est limité du fait du nombre de clients composant le portefeuille et de leur dispersion géographique. Aucune contrepartie ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

Le Groupe est exposé dans une partie de ses activités commerciales aux risques pouvant résulter de la variation des cours de change, notamment du dollar. Afin de réduire son exposition aux risques, le Groupe couvre de manière systématique ses ventes en devises. Conformément à ces principes, le Groupe ne couvre ses ventes futures que lorsque les flux sont certains. La marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

Les opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt, la gestion des flux de paiement et la gestion de trésorerie l'exposent à des risques de contrepartie que le Groupe minimise en ne traitant qu'avec des banques de premier plan ou, lorsqu'il s'agit d'opérations internationales, en ne traitant qu'avec des banques dont la contrepartie a été acceptée par les banques avec lesquelles le Groupe traite habituellement en France.

La situation politique instable au Gabon, qui a prévalu en septembre après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle de fin août 2016, constitue un facteur récent d'incertitude pour le Groupe Rougier qui est fortement implanté dans ce pays. Les risques, qui pèsent sur l'activité des sites du groupe, sont non mesurable à ce jour. Depuis la proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle gabonaise dans la nuit du 23 au 24 septembre 2016, le Gabon connaît une période de retour à la normale et les déplacements sont désormais totalement possibles dans le pays. En outre, la Direction constate qu'il y a eu une interruption limitée d'activité dans les sites durant la période de troubles à l'ordre public, sachant que la majeure partie des sites du Groupe est située dans des zones géographiquement assez éloignées de la capitale. Néanmoins, le rythme des embarquements a été perturbé depuis le mois de septembre, situation qui affectera l'activité du Groupe du second semestre.

## 5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES ET PERSPECTIVES

### EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES :

Le Conseil d'administration, qui devait se tenir initialement le 20 septembre, a été reporté au 18 octobre en raison des incertitudes liées au contexte post-électoral au Gabon (*voir chapitre précédent 'Incertitudes et risques'*).

Entre la date de clôture du 30 juin 2016 et la date du Conseil d'administration ayant arrêté les comptes semestriels, deux événements, présentés également dans la Note 8 aux états financiers consolidés semestriels, ont été enregistrés par la Société :

#### Cession en cours d'un actif immobilier à Ivry

Une offre d'acquisition pour un immeuble situé à Ivry-sur-Seine (en banlieue parisienne), détenu par le Groupe, a été reçue et acceptée au cours du mois de septembre 2016, selon des conditions de marché en cours de négociation à ce jour.

#### Cession réalisée d'un actif immobilier à La Pallice

Une promesse de vente a été signée au cours du mois d'août 2016 pour un entrepôt, détenu par le Groupe, situé à La Pallice (port de La Rochelle). La vente définitive a été réalisée le 18 octobre 2016, avant la tenue du Conseil d'administration ayant arrêté les comptes semestriels, sur la base d'un prix de vente de 2 millions d'euros générant une plus-value avant impôt société de 1,3 million d'euros.

Aucun autre événement significatif risquant de modifier les états financiers semestriels consolidés présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2016 et la date du 18 octobre 2016 à laquelle s'est tenu le Conseil d'administration ayant arrêté ces comptes.

### PERSPECTIVES :

Le Groupe a conduit une importante revue stratégique de ses activités, qui a permis de définir un plan d'actions en cours de déploiement afin de restaurer la rentabilité pour les prochains exercices. Dans le cadre de ce redéploiement stratégique, le Groupe accélère la renégociation de ses lignes de financement initiée au cours de l'exercice précédent, et Rougier SA vient de finaliser une première cession d'un immeuble de placement à La Pallice (entrepôt non affecté à l'exploitation) pour un montant de 2 M€.

Le plan d'actions repose principalement sur le recentrage stratégique des activités en Afrique : focalisation sur les productions à plus forte valeur ajoutée, réorganisation des moyens industriels, et démarrage début 2017 des premières productions en République Centrafricaine. Son exécution sera soutenue par un important programme de réduction des coûts dans l'ensemble des filiales du Groupe.

# **COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS au 30 juin 2016**

*(Comptes non soumis à examen limité)*

<b>1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE</b>	<b>13</b>
<b>2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE</b>	<b>14</b>
<b>3. ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE</b>	<b>15</b>
<b>4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b>	<b>17</b>
<b>5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES</b>	<b>18</b>
<b>6. INFORMATIONS SECTORIELLES RESUMEES</b>	<b>19</b>
<b>7. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES</b>	<b>21</b>



# 1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>	<b>Annuel 2015</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>78 539</b>	<b>86 608</b>	<b>164 725</b>
Autres produits de l'activité	73	378	732
Achats consommés	(27 978)	(29 792)	(55 270)
Charges de personnel	(15 208)	(15 364)	(30 033)
Charges externes	(26 768)	(27 135)	(54 557)
Impôts et taxes	(4 965)	(5 245)	(10 123)
Dotation aux amortissements	(4 197)	(4 019)	(8 227)
Dotation aux provisions	(266)	(192)	(1 047)
Variation des stocks de produits en cours et finis	(85)	(2 692)	(3 956)
Autres produits et charges d'exploitation	477	327	627
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>(378)</b>	<b>2 874</b>	<b>2 871</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants (1)	(222)	39	(1 851)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>(600)</b>	<b>2 913</b>	<b>1 020</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	-	-
Coût de l'endettement financier brut	(1 676)	(1 560)	(3 176)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(1 676)</b>	<b>(1 560)</b>	<b>(3 176)</b>
<b>Autres produits et charges financiers nets</b>	<b>(324)</b>	<b>(151)</b>	<b>(526)</b>
<b>Impôts</b>	<b>(784)</b>	<b>(979)</b>	<b>(494)</b>
<b>Quote-part de résultat des mises en équivalence (2)</b>	<b>0</b>	<b>(45)</b>	<b>(157)</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(3 384)</b>	<b>178</b>	<b>(3 333)</b>
• <b>attribuable aux propriétaires de la société mère</b>	<b>(2 348)</b>	<b>14</b>	<b>(2 492)</b>
• <b>attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>(1 036)</b>	<b>164</b>	<b>(841)</b>
<i>Résultat net par action attribuable aux propriétaires de la société mère :</i>			
> <i>résultat de base par action (en euros) (3)</i>	(2,17 €)	0,01 €	(2,39 €)
> <i>résultat par action dilué (en euros) (4)</i>	(2,08 €)	0,01 €	(2,38 €)

- (1) Y compris variation de la dépréciation des actifs suite à l'impairment test : 0 au 1<sup>er</sup> Semestre 2016 ; -1.500 à l'Annuel 2015 ; 0 au 1<sup>er</sup> Semestre 2015
- (2) Après reclassement de présentation consistant à ramener à zéro la part négative du poste 'Titres mis en équivalence' en enregistrant en contrepartie en financier une provision sur les avances de trésorerie consenties par Rougier S.A. aux sociétés concernées. Avant ce reclassement, la quote-part de résultat des mises en équivalences était de (207) milliers d'euros au 1<sup>er</sup> Semestre 2016, contre (45) au 1<sup>er</sup> Semestre 2015 et (310) à l'Annuel 2015.
- (3) Selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres) :  
1.081.307 au 1<sup>er</sup> Semestre 2016 ; 1.042.835 à l'Annuel 2015 ; 1.035.223 au 1<sup>er</sup> Semestre 2015
- (4) Selon le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation (y compris ABSA) :  
1.127.369 au 1<sup>er</sup> Semestre 2016 ; 1.048.843 à l'Annuel 2015 ; 1.035.723 au 1<sup>er</sup> Semestre 2015

## 2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>	<b>Annuel 2015</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(3 384)</b>	<b>178</b>	<b>(3 333)</b>
Différence de conversion	(1)	42	31
Variation de juste valeur des instruments financiers	49	1	(60)
Effet d'impôt	(16)	0	20
<b>Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, transférables en compte de résultat</b>	<b>32</b>	<b>43</b>	<b>(9)</b>
Avantages accordés au personnel (écarts actuariels)	-	90	128
Effet d'impôt	-	(30)	1
<b>Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, non transférables en compte de résultat</b>	<b>-</b>	<b>60</b>	<b>129</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>(3 352)</b>	<b>281</b>	<b>(3 213)</b>
• attribuable aux propriétaires de la société mère	(2 321)	70	(2 464)
• attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 031)	211	(749)

### 3. ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

#### ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 décembre 2015</b>
Immobilisations incorporelles	11 391	11 043
Immobilisations corporelles	44 416	43 189
Immeubles de placement (1)	0	2 120
Titres mis en équivalence	100	0
Actifs financiers non courants	2 717	2 659
Impôts différés actifs	4 715	4 724
Autres actifs non courants	742	744
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>64 081</b>	<b>64 479</b>
Stocks	42 293	43 919
Clients et comptes rattachés	23 438	21 293
Créances d'impôt courant	205	173
Autres actifs courants	21 247	19 022
Instruments dérivés actifs	32	12
Trésorerie et équivalents de trésorerie (2)	1 732	6 295
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>88 947</b>	<b>90 714</b>
<b>Actifs non courants destinés à être cédés (1)</b>	<b>2 078</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>155 106</b>	<b>155 193</b>

(1) Voir Note Annexe n°5

(2) La trésorerie, nette des concours bancaires courants figurant au passif, est négative et s'élève à (34.346) milliers d'euros au 30 juin 2016, contre (29.013) milliers d'euros au 31 décembre 2015, soit une variation de (5.333) milliers d'euros sur le premier semestre 2016 (voir TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES).

## PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 décembre 2015</b>
Capital	5 549	5 549
Primes	3 950	3 950
Actions propres	(241)	(287)
Réévaluation des instruments financiers	15	(13)
Réserves de conversion	88	89
Autres réserves	31 974	34 361
<b>CAPITAUX PROPRES attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>41 335</b>	<b>43 649</b>
<b>CAPITAUX PROPRES attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>13 017</b>	<b>14 048</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>54 352</b>	<b>57 697</b>
Provisions pour risques et charges	2 257	2 131
Dettes financières non courantes (2)	18 318	20 895
Impôts différés passifs	368	1 217
Autres passifs non courants	20	19
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>20 963</b>	<b>24 262</b>
Provisions pour risques et charges	286	356
Dettes financières courantes (2) (3)	43 282	42 531
Fournisseurs et comptes rattachés	23 459	19 220
Dettes d'impôt courant	30	15
Autres passifs courants	11 853	11 096
Instruments dérivés passifs	-	16
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>78 910</b>	<b>73 234</b>
<b>Passifs directement associés à des actifs non courants destinés à être cédés (1)</b>	<b>881</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>155 106</b>	<b>155 193</b>

(1) Voir Note Annexe n°5

(2) L'endettement financier net (cf. Note Annexe n°9 – Indicateurs alternatifs de performance) s'élève au total à 59.868 milliers d'euros au 30 juin 2016, contre 57.131 milliers d'euros au 31 décembre 2015. Le ratio d'endettement a progressé de 10 points depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le respect des covenants est apprécié contractuellement lors des comptes annuels.

(3) Dont 36.078 milliers d'euros de concours bancaires courants au 30 juin 2016, contre 35.308 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

## 4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Actions propres (1)	Réévaluation des instruments financiers (2)	Réserves	CAPITAUX PROPRES Part attribuable aux propriétaires de la société mère	CAPITAUX PROPRES Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	CAPITAUX PROPRES TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 *</b>	5 315	2 681	(327)	48	36 869	<b>44 586</b>	<b>14 797</b>	<b>59 383</b>
Dividendes versés						-	-	-
Variation des actions propres			4		12	16	-	16
Impôts différés (3)					(4)	(4)	-	(4)
Effet des variations de périmètre					-	-	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL du 1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>				(23)	93	<b>70</b>	<b>211</b>	<b>281</b>
<b>Au 30 juin 2015 *</b>	5 315	2 681	(323)	25	36 970	<b>44 668</b>	<b>15 008</b>	<b>59 676</b>
Dividendes versés						-	-	-
Augmentation de capital	234	1 269				1 503		1 503
Variation des actions propres			36		(37)	(1)	-	(1)
Impôts différés (3)					13	13	-	13
Effet des variations de périmètre					-	-	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL du 2<sup>ème</sup> Semestre 2015</b>				(38)	(2 496)	<b>(2 534)</b>	<b>(960)</b>	<b>(3 494)</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>	5 549	3 950	(287)	(13)	34 450	<b>43 649</b>	<b>14 048</b>	<b>57 697</b>
Dividendes versés						-	-	-
Variation des actions propres			46		(57)	(11)	-	(11)
Impôts différés (3)					19	19	-	19
Effet des variations de périmètre					-	-	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL du 1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>				28	(2 350)	<b>(2 322)</b>	<b>(1 031)</b>	<b>(3 353)</b>
<b>Au 30 juin 2016</b>	5 549	3 950	(241)	15	32 062	<b>41 335</b>	<b>13 017</b>	<b>54 352</b>

\* Retraité des effets des corrections sur exercices antérieurs pris en compte lors de la publication des comptes consolidés annuels 2015

(1) Le taux d'autocontrôle est de 0,96% au 30 juin 2016 (contre 0,96% au 31 décembre 2015 et 1,02% au 30 juin 2015).

(2) Part recyclable des réserves liées aux variations de juste valeur des instruments de couverture.

(3) Effet d'impôt rattaché à la variation de valorisation des paiements fondés sur des actions et aux résultats dégagés sur actions propres.

## 5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>	<b>Annuel 2015</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(3 384)</b>	<b>178</b>	<b>(3 333)</b>
- Quote-part de résultat des mises en équivalence	0	45	157
- Dotation aux amortissements	4 197	4 019	8 227
- Dotation / (Reprise) relative aux provisions (1)	263	89	1 850
- Plus ou moins-values de cession et variations de juste valeur	225	(69)	(94)
- Autres charges / (produits) sans incidence sur la trésorerie	-	-	-
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>1 301</b>	<b>4 262</b>	<b>6 807</b>
- Coût de l'endettement financier net	1 676	1 560	3 176
- Charge / (Produit) d'impôt	784	979	494
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>3 761</b>	<b>6 801</b>	<b>10 477</b>
Impôts payés	(774)	(1 579)	(1 753)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (2)	2 438	1 553	7 918
<b>FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE</b>	<b>5 425</b>	<b>6 775</b>	<b>16 642</b>
Investissements corporels et incorporels décaissés (3)	(6 251)	(5 305)	(11 275)
Investissements financiers décaissés	0	0	0
Produits encaissés sur cessions d'immobilisations	95	86	116
Variation des autres actifs financiers	(365)	(616)	(914)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(6 521)</b>	<b>(5 835)</b>	<b>(12 073)</b>
Augmentation de capital	-	-	1 503
Dividendes versés aux propriétaires de la société-mère	-	-	-
Nouveaux emprunts contractés (4)	1 427	8 713	17 018
Remboursements d'emprunts (4)	(4 010)	(3 094)	(7 148)
Intérêts financiers nets versés	(1 699)	(1 556)	(3 165)
Diminution / (Augmentation) des actions propres	46	4	40
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(4 236)</b>	<b>4 067</b>	<b>8 248</b>
Effet des variations de change sur la trésorerie	(1)	8	6
<b>VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>(5 333)</b>	<b>5 015</b>	<b>12 823</b>
➤ Position à l'ouverture	(29 013)	(41 837)	(41 837)
➤ Position à la clôture	(34 346)	(36 822)	(29 013)

(1) A l'exclusion de celles relatives à l'actif circulant. Y compris dépréciation des actifs suite à l'impairment test.

(2) Dont impact positif de la diminution des stocks de 1.626 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> Semestre 2016 (contre 1.773 au 1<sup>er</sup> Semestre 2015 et 4.379 à l'Annuel 2015)

(3) Correspondant à des acquisitions de la période, hors incidence des décalages de décaissement, de 6.050 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> Semestre 2016 (contre 5.617 au 1<sup>er</sup> Semestre 2015 et 11.095 à l'Annuel 2015).

(4) Comprenant les emprunts bancaires et les autres dettes financières non courantes.



## 6. INFORMATIONS SECTORIELLES RESUMEES

La présentation de l'information sectorielle résumée, qui est conforme à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, se limite aux indicateurs-clés retenus par la Direction Générale. Les secteurs opérationnels présentés dans la segmentation appliquée par Rougier sont des subdivisions des deux grandes branches d'activité du Groupe, complétées du total des activités propres aux holdings et des activités diverses ne constituant pas des secteurs opérationnels (comprenant notamment la récente implantation du Groupe en République Centrafricaine, en cours de développement et sans activité commerciale sur le premier semestre 2016, et l'activité liée aux immeubles de placement destinés à être cédés au 30 juin 2016 : cf. Note Annexe n°5). Les activités de la branche Forêts de plantations, en joint-venture, sont sans incidence sur les indicateurs retenus car consolidées par mise en équivalence.

En milliers d'euros	Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et commerce international				Importation et distribution de bois en France	Holdings & divers	Opérations inter – secteurs	TOTAL
	Gabon	Cameroun	Congo	Commerce International				
<b>1<sup>er</sup> SEMESTRE 2016</b>								
Chiffre d'affaires niveau secteur	24 058	18 006	11 108	55 554	16 734	2 210	(49 131)	78 539
- Opérations inter-secteurs	(17 118)	(17 668)	(11 083)	(967)	(373)	(1 922)	49 131	-
<b>Chiffre d'affaires niveau Groupe</b>	<b>6 940</b>	<b>338</b>	<b>25</b>	<b>54 587</b>	<b>16 361</b>	<b>288</b>	<b>-</b>	<b>78 539</b>
Dotation aux amortissements	(2 178)	(1 190)	(578)	(22)	(61)	(168)	-	(4 197)
Résultat opérationnel	(1 471)	4	731	356	79	(296)	(3)	(600)
dont impairment test								-
Investissements de la période (1)	3 074	1 885	471	81	55	620	(136)	6 050

En milliers d'euros	Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et commerce international				Importation et distribution de bois en France	Holdings & divers	Opérations inter – secteurs	TOTAL
	Gabon	Cameroun	Congo	Commerce International				
<b>1<sup>er</sup> SEMESTRE 2015</b>								
Chiffre d'affaires niveau secteur	22 480	21 378	14 420	65 073	16 106	2 166	(55 015)	86 608
- Opérations inter-secteurs	(16 676)	(20 402)	(14 412)	(1 417)	(261)	(1 847)	55 015	-
<b>Chiffre d'affaires niveau Groupe</b>	<b>5 804</b>	<b>976</b>	<b>8</b>	<b>63 656</b>	<b>15 845</b>	<b>319</b>	<b>-</b>	<b>86 608</b>
Dotation aux amortissements	(2 194)	(1 074)	(553)	(11)	(44)	(143)	-	(4 019)
Résultat opérationnel	(1 341)	1 052	2 070	1 303	(343)	172	-	2 913
dont impairment test								-
Investissements de la période (1)	2 460	2 447	372	22	125	191	-	5 617

(1) Total des acquisitions de la période hors incidence des décalages de décaissements. Hors éléments financiers.

En milliers d'euros	Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et commerce international				Importation et distribution de bois en France	Holdings & divers	Opérations inter - secteurs	TOTAL
	Gabon	Cameroun	Congo	Commerce International				
<b>ANNUEL 2015</b>								
Chiffre d'affaires niveau secteur	43 995	43 358	26 177	125 895	27 849	4 378	(106 927)	164 725
- Opérations inter-secteurs	(32 240)	(41 970)	(26 169)	(2 479)	(343)	(3 726)	106 927	-
<b>Chiffre d'affaires niveau Groupe</b>	<b>11 755</b>	<b>1 388</b>	<b>8</b>	<b>123 416</b>	<b>27 506</b>	<b>652</b>	-	<b>164 725</b>
Dotation aux amortissements	(4 454)	(2 222)	(1 142)	(25)	(90)	(294)	-	(8 227)
Résultat opérationnel	(5 475)	2 341	2 711	2 123	(807)	127	-	1 020
dont impairment test	(1 500)							(1 500)
Investissements de la période (1)	5 431	3 262	914	87	175	1 226	(22)	11 095

(1) Total des acquisitions de la période hors incidence des décalages de décaissements. Hors éléments financiers.

## 7. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### NOTE 1 - Généralités

ROUGIER S.A., société mère du Groupe, est une société anonyme à Conseil d'administration.

Le siège social est domicilié au 155, avenue de La Rochelle à Niort (79). La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le numéro B 025.580.143. L'action Rougier est cotée sur Alternext (système multilatéral de négociation) de NYSE-Alternext Paris ; son code ISIN est FR0000037640 et son code mnémonique est ALRGR.

Depuis le transfert de cotation vers Alternext en août 2012, en application du cadre légal et réglementaire de ce marché présentant des obligations allégées en termes d'information, les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin de Rougier ne sont plus soumis à un examen limité par les commissaires aux comptes du Groupe. Rougier a décidé de continuer à établir ses comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

Le Conseil d'administration a arrêté le 18 octobre 2016 les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 et a donné son autorisation à leur publication.

### NOTE 2 - Règles et méthodes comptables

#### Principes généraux appliqués et déclaration de conformité :

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe du premier semestre de l'exercice 2016 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ces états financiers

(Consultation : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm))

Les états financiers consolidés du premier semestre de l'exercice 2016, portant sur la période de 6 mois close au 30 juin 2016, ont été établis comme l'an dernier conformément aux dispositions de la norme IAS34 – *Information financière intermédiaire*. La présentation résumée adoptée pour les états financiers intermédiaires, avec une sélection des notes explicatives, signifie que l'intégralité des informations requises pour un jeu complet des états financiers annuels n'est pas reprise, ce qui implique une lecture de ces états financiers conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2015.

#### Evolutions des normes, amendements et interprétations :

Les nouvelles normes, révisions ou amendements de normes, ou les interprétations IFRIC adoptés au niveau européen et d'application obligatoire au 1er janvier 2016, ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés au 30 juin 2016. Il s'agit de :

- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » ;
- Améliorations annuelles des IFRS (2012-2014) (publié par l'IASB le 25 septembre 2014) ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Éclaircissements quant aux méthodes acceptables de dépréciation et d'amortissement ;

- Amendements à IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêt dans les opérations communes ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 41 : Agriculture.

En outre, le Groupe n'a pas opté pour une application par anticipation des normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2016.

Les autres méthodes comptables, ainsi que les modalités de calcul, adoptées dans les états financiers au 30 juin 2016 sont identiques à celles qui ont été utilisées dans les états financiers de référence au 31 décembre 2015 et au 30 juin 2015.

#### Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires :

Les méthodes comptables, ainsi que les modalités de calcul, adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles qui ont été utilisées dans les derniers états financiers annuels publiés, à l'exception :

- des avantages au personnel, dont la charge de la période -sauf événement particulier- correspond à la moitié de la charge annuelle estimée pour l'exercice par l'actuaire du Groupe sur la base de données et hypothèses actuarielles identiques à celles retenues au 31 décembre de l'année précédente ;
- des tests de valeur (impairment test) des actifs corporels et incorporels qui ne sont pas réalisés de manière systématique au premier semestre, sauf évolution défavorable des hypothèses ou des conditions économiques qui pourrait amener une modification significative et durable des estimations retenues dans les tests de valeur effectués lors du dernier arrêté annuel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34 - *Informations financières intermédiaires*, les produits perçus et charges encourues de façon inégale durant l'exercice ne sont ni anticipés ni différés pour l'établissement des comptes semestriels s'ils ne peuvent l'être dans les mêmes conditions pour la clôture annuelle.

Le chiffre d'affaires n'est pas soumis à un effet de saisonnalité significatif ; en revanche, les conditions d'exploitation forestière en Afrique peuvent varier d'un semestre à l'autre et influencer ainsi la formation du résultat opérationnel courant.

#### Estimations et jugements :

Le recours à des estimations et au jugement lors de l'établissement des comptes intermédiaires résumés est identique à celui pratiqué lors de l'établissement des comptes annuels, qui est décrit dans la Note 2.1 de l'Annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2015.

### NOTE 3 - Périmètre de consolidation

Aucun mouvement de périmètre n'a eu lieu lors du premier semestre de l'année 2016.

### NOTE 4 - Point d'avancement sur la recherche d'un accord de partenariat ou de cession pour le site de production et les activités du Haut Ogooué au Gabon

Sur le premier semestre 2016, la Direction a considéré qu'aucun accord profitable pour le groupe RougieR n'était susceptible d'être conclu pour la cession de ce site. En outre, l'évolution des conditions économiques régionales ont conduit le groupe à modifier sa stratégie en étudiant de manière approfondie un projet alternatif destiné à développer le potentiel industriel et la valorisation économique du site.

Aucune évolution majeure n'a eu lieu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2016 et la date du 18 octobre 2016 à laquelle s'est tenu le Conseil d'administration ayant arrêté ces comptes qui a confirmé cette nouvelle orientation stratégique.

### NOTE 5 - Actifs non courants destinés à être cédés et passifs directement associés

Selon la norme IFRS 5, les actifs non courants et les passifs directement associés, sont classés comme « destinés à être cédés » lorsque leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Ce classement implique que les actifs destinés à être cédés soient disponibles en vue de leur vente immédiate, en leur état actuel, et que la vente soit hautement probable. Le caractère hautement probable de la vente est apprécié en fonction des critères suivants : la Direction Générale s'est engagée dans un plan de cession des actifs et un programme a été lancé pour trouver un acquéreur et finaliser le plan. La vente des actifs est supposée intervenir dans le délai d'un an à compter de sa classification en actifs destinés à être cédés.

Au 30 juin 2016, RougieR a décidé de céder de manière formelle et définitive ses deux immeubles de placement situés à Ivry-sur-Seine (banlieue de Paris) et La Pallice (port de La Rochelle). En conséquence, ces immeubles ont été classés en actifs non courants destinés à être cédés. Ces actifs sont évalués à la valeur comptable et ne sont plus amortis à compter de leur date de classification en actifs non courants destinés à être cédés. La juste valeur de ces actifs minorée des coûts de cession étant significativement supérieure à leur valeur nette comptable, aucune dépréciation n'a été constatée.

Au 30 juin 2016, les actifs non courants destinés à être cédés ont ainsi été identifiés en bas de Bilan. Ils s'élèvent au total à 2.078 milliers d'euros.

Les valeurs nettes comptables par immeuble sont les suivantes :

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Immeuble Ivry	1 448	1 476
Immeuble La Pallice	630	644
<b>TOTAL</b>	<b>2 078</b>	<b>2 120</b>

Les résultats nets générés par immeuble sont les suivants :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Immeuble Ivry	139	161	329
Immeuble La Pallice	51	50	102
<b>TOTAL</b>	<b>190</b>	<b>211</b>	<b>431</b>

Au début du second semestre 2016, RougieR a reçu de premières offres pour les immeubles d'Ivry et La Pallice. A la date de tenue du Conseil d'administration du 18 octobre 2016 ayant arrêté les comptes semestriels, la cession de La Pallice est effective, alors que la cession d'Ivry n'est pas définitivement conclue (cf. Note 8 – Evénements postérieurs à la clôture).

### NOTE 6 – Tests de dépréciation

Aucun indice significatif de perte de valeur supplémentaire n'a été identifié au 30 juin 2016, y compris sur les Unités Génératrices de Trésorerie considérées comme sensibles au 31 décembre 2015, compte tenu en outre de la durée nécessaire pour mesurer l'impact des mesures prises. En conséquence, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée au 30 juin 2016 par la Direction du groupe.

### NOTE 7 - Actifs et passifs éventuels

A la connaissance du Groupe, il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel, litige ou élément susceptible d'avoir ou d'avoir eu de façon substantielle dans un passé récent des impacts sur son patrimoine, sa situation financière ou son résultat, qui ne soit pas pris en compte dans les comptes consolidés intermédiaires arrêtés au 30 juin 2016.

### NOTE 8 - Evénements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture concernent les actifs immobiliers du Groupe classés au 30 juin 2016 en Actifs non courants destinés à être cédés (cf. Nota 5) :

#### Cession en cours de l'immeuble d'Ivry :

Une offre d'acquisition de l'immeuble d'Ivry a été reçue et acceptée au cours du mois de septembre 2016, selon des conditions de marché en cours de négociation à ce jour.

#### Cession réalisée de l'immeuble de La Pallice :

Une promesse de vente a été signée au cours du mois d'août 2016. La vente définitive a été réalisée le 18 octobre 2016, avant la tenue du Conseil d'administration ayant arrêté les comptes semestriels, sur la base d'un prix de vente de 2 millions d'euros générant une plus-value avant impôt de 1,3 million d'euros.

Aucun autre événement significatif risquant de modifier les états financiers semestriels consolidés présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2016 et la date du 18 octobre 2016 à laquelle s'est tenu le Conseil d'administration ayant arrêté ces comptes.

## NOTE 9 – Définition des indicateurs alternatifs de performance (IAP)

Le Groupe utilise pour le suivi de sa performance, et plus généralement dans sa communication financière, des indicateurs relativement usuels mais non définis par les normes comptables.

La définition de ces indicateurs est explicitée ci-dessous, de même que leurs modalités de calcul par référence aux lignes des états financiers consolidés du Groupe.

Les indicateurs retenus par le Groupe et leurs modalités de calcul sont identiques par rapport aux exercices de référence du 31 décembre 2015 et du 30 juin 2015.

### EBITDA

*(Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization)*

Cet indicateur de mesure du résultat opérationnel du Groupe avant amortissements et provisions et avant impact des opérations non courantes, s'obtient à partir du résultat opérationnel courant affiché dans le compte de résultat consolidé, diminué de l'impact des dotations aux amortissements et aux provisions.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2016</b>	<b>30/06/2015</b>	<b>31/12/2015</b>
Résultat opérationnel courant	(378)	2 874	2 871
- Dotation aux amortissements	4 197	4 019	8 227
- Dotation aux provisions	266	192	1 047
<b>EBITDA</b>	<b>4 085</b>	<b>7 085</b>	<b>12 145</b>

### ENDETTEMENT FINANCIER NET

Cet indicateur de suivi de l'endettement du Groupe s'obtient à partir du total des dettes financières courantes et non courantes figurant au passif du bilan consolidé, constituant l'endettement financier brut, diminué de l'impact de la trésorerie et des équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan consolidé.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Dettes financières non courantes *	18 318	20 895
Dettes financières courantes *	43 282	42 531
dont Concours bancaires courants **	36 078	35 308
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>61 600</b>	<b>63 426</b>
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 732)	(6 295)
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>59 868</b>	<b>57 131</b>

\* pour plus d'informations sur la décomposition de ces lignes de bilan, se référer à la Note 23.1 – Dettes financières, figurant dans l'annexe aux comptes consolidés de l'année 2015.

\*\* y compris intérêts courus non échus.

# ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, qu'à notre connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 19 octobre 2016

**Eric-Bastien BALLOUHEY**

*Directeur Général*

**Marie-Yvonne CHARLEMAGNE**

*Directeur Général Délégué*





# Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

Société Anonyme  
à Conseil d'administration  
au Capital de 5 549 144 €

Siège social :  
155, avenue de La Rochelle  
B.P. 8826, 79028 NIORT CEDEX 09

RCS NIORT B 025.580.143